

Introduction
Quand les catastrophes naturelles
changent le destin des peuples

JEAN-DANIEL RAINHORN

Médecin, spécialiste en santé publique, il est titulaire de la chaire Inégalités sociales, santé et action humanitaire à l'Institut for Global Studies de la Maison des sciences de l'homme à Paris. Takemi Fellow in International Health de l'Université de Harvard. Ancien professeur en santé internationale et en action humanitaire à l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève et directeur du Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire (CERAH) de l'Université de Genève. Il est par ailleurs professeur associé à l'École doctorale thématique en études du développement de la Communauté française de Belgique, à l'université Léopold-Senghor d'Alexandrie et visiting professor à l'université de Tel Aviv; jean-daniel.rainhorn@msh-paris.fr

« Non, vous n'êtes pas morts gratuits.
Vous êtes les témoins de l'Afrique immortelle,
vous êtes les témoins du monde nouveau qui
sera demain. »

Léopold Sédar SENGHOR

« Si l'idée n'est pas *a priori* absurde, elle est sans espoir. »

Albert EINSTEIN

« Soyez réalistes : demandez l'impossible. »

Ernesto « Che » GUEVARA

À n'en point douter, le séisme du 12 janvier 2010 constitue un événement majeur de l'histoire d'Haïti. L'ampleur de la catastrophe¹ et ses conséquences psychosociales, culturelles, politiques et socio-économiques constituent aujourd'hui l'un des plus importants défis que la société haïtienne a eu à affronter au cours de son histoire. Au-delà de l'émotion considérable qu'il a suscitée dans le monde entier – émotion qui s'est depuis déplacée vers d'autres théâtres –, le tremblement de terre qui a détruit une partie de la capitale Port-au-Prince

1. Le bilan officiel du séisme est de 222 570 morts, environ 300 000 blessés et 1,3 million de personnes déplacées. On compte par ailleurs 97 294 habitations détruites et 188 383 endommagées (USGS, 2011).

a définitivement marqué la mémoire collective du pays. Pour les Haïtiens, où qu'ils résident, il y a dorénavant un *avant* et un *après* 12 janvier, « ce moment fatal qui a coupé le temps haïtien en deux » (Laferrière, 2010).

L'avant, c'était cette succession impressionnante de drames politiques, socio-économiques et climatiques qui en quelques décennies ont tragiquement appauvri le pays et accru la vulnérabilité sociale de la population. D'espoirs en désillusions, de violences en désespérances, les Haïtiens avaient commencé à ne plus croire en eux. Une situation qui a conduit une partie des élites et de la main-d'œuvre qualifiée à partir pour chercher ailleurs un environnement plus favorable. En détruisant le palais présidentiel et une partie des ministères, le séisme n'a fait qu'achever symboliquement le processus de délitement d'un État qui avait fini par perdre la capacité de gérer le pays. Presque tout est à réinventer d'autant plus rapidement que, au sein de la population haïtienne, la demande d'État est forte. Le tremblement de terre est comme le point culminant d'une histoire devenue sans espoir, d'une impasse dans laquelle le pays s'était perdu depuis trop longtemps.

L'après, c'est le sentiment largement partagé que plus rien dorénavant ne sera comme hier. Le 12 janvier est à la fois la fin d'une époque et le début d'une autre. Il est le traumatisme partagé qui oblige à repenser l'avenir autrement, à collectivement changer les règles du jeu. Il est une opportunité historique majeure pour remettre Haïti sur les rails de son développement. Tout le monde s'accorde sur le fait qu'il faut maintenant reconstruire le pays. Mais malgré le véritable projet de société approuvé par la majorité des Haïtiens que représente la Constitution haïtienne, laquelle propose des orientations précises dans les domaines économique, social, politique et culturel, sa mise en œuvre rencontre aujourd'hui de nombreux obstacles au rang desquels on retrouve les comportements de l'oligarchie traditionnelle et d'une partie de la communauté internationale qui ne semblent pas avoir intérêt au changement. Finalement, en dehors de quelques spécialistes internationaux du « clé en main » ou du « prêt à porter », il règne encore en Haïti une forme de « sidération » de l'action. On sent pourtant circuler le bouillonnement des idées et l'on constate chaque jour que l'envie d'en parler est très vivante. Malheureusement, peu de lieux d'expression libre ont émergé à ce jour au niveau national.

Reconstruire un pays pauvre avec une administration publique très affaiblie et un secteur privé tétanisé devant le risque d'investir dans un tel contexte est une tâche surhumaine qui ne se décide pas d'un simple coup de baguette magique. Elle nécessite un large débat national autour des priorités et le soutien sans arrière-pensée de partenaires internationaux prêts à sortir de leur paternalisme – « nous savons ce qui est bon pour vous! » – et de leur rigidité administrative – l'agenda et les priorités des bailleurs de fonds ne devant pas s'imposer à ceux de la société. Comment penser la reconstruction du pays si ce n'est en puisant sans sectarisme dans ce réservoir intarissable qu'est l'intelligence haïtienne? Reconstruire Haïti,

c'est d'abord avoir confiance en son destin, une confiance hélas très fragilisée par des années de difficultés parfois insurmontables. Reconstruire Haïti, c'est inventer de nouvelles manières de vivre ensemble en mobilisant les énergies jusqu'alors bridées. C'est entrer sans complexe dans un monde globalisé et en particulier dans celui d'une région – l'Amérique centrale et les Caraïbes – riche de son mélange de culture hispanique, française et nord-américaine. Une région où, à l'exception des trois grandes puissances de l'Alena², il y a de nombreux petits pays qui émergent progressivement à la modernité et qui sont autant de partenaires potentiels pour Haïti. Reconstruire Haïti c'est finalement promouvoir l'idée d'une véritable révolution culturelle haïtienne : croire en soi et en un avenir partagé. Le tremblement de terre du 12 janvier peut-il être l'événement qui va faire naître une nouvelle énergie collective? C'est la question essentielle qui est abordée dans cet ouvrage collectif. L'exemple d'autres nations récemment frappées par une catastrophe de grande ampleur pourrait le laisser espérer.

Une série impressionnante de désastres naturels

Ce début du XXI^e siècle est en train de rappeler à l'homme qu'il ne doit pas oublier que la Terre, notre planète, n'est pas un astre mort, que les continents sont en perpétuel mouvement et que les équilibres climatiques sont instables. La liste des catastrophes naturelles survenues depuis une dizaine d'années est particulièrement éloquent. Éruptions, cyclones, inondations, glissements de terrain, sécheresses, séismes ou encore tsunamis : telle Némésis la nature rappelle à l'homme qui la malmène sa force et ses fragilités. En dix ans, ces désastres naturels ont fait plus de 800 000 morts (USGS, 2011) et au moins autant de blessés. Des millions de personnes ont perdu des êtres chers, leur maison, souvent leur travail. Elles ont été déplacées dans des habitats de fortune où, dans la majorité des cas, elles vont passer plusieurs années quand ce n'est pas le reste de leur vie.

Des images effrayantes ont fait le tour de la planète gravant dans les mémoires des noms de lieux pour la plupart peu connus de l'opinion internationale avant que n'y survienne un désastre. Avant celles des destructions et des victimes provoquées par le séisme du 12 janvier 2010 à Port-au-Prince, les images du tremblement de terre de Bam en Iran³ comme celles du séisme du Sichuan en Chine⁴ ont rappelé l'incroyable capacité de destruction de ces secousses

2. Accord de libre-échange nord-américain (North American Free Trade Agreement – NAFTA – en anglais) signé en 1994 par les États-Unis, le Canada et le Mexique pour promouvoir le commerce et encourager la coopération entre les trois pays.

3. Le tremblement de terre de magnitude 6,6 sur l'échelle de Richter survenu dans la région de Bam au sud de l'Iran en décembre 2003 a fait plus de 40 000 victimes.

4. Le tremblement de terre de magnitude 7,9 sur l'échelle de Richter survenu au nord de Chengde, la capitale du Sichuan en Chine, en juin 2008 a fait plus de 80 000 victimes.

sismiques. Le tsunami qui a recouvert et détruit la ville d'Aceh en Indonésie, les plages de Pukhet en Thaïlande ou celles du Sri Lanka faisant au total plus de 230 000 victimes en 2004 est encore dans toutes les mémoires comme celui qui, il y a moins d'un an, a détruit la ville de Sendai au Japon et une partie de la centrale nucléaire de Fukushima. Cette catastrophe aura des répercussions dans le monde entier et ses conséquences sont loin de pouvoir encore être estimées. Pas plus que l'on ne peut oublier le cyclone Katrina qui détruisit en partie la ville de La Nouvelle-Orléans en 2005 et l'ouragan Nargis qui en 2008 a fait plus de 130 000 victimes dans le delta de l'Irrawady au Myanmar.

Cette longue liste, au demeurant très incomplète, résonne tragiquement comme un sinistre catalogue des catastrophes naturelles du début d'un siècle particulièrement meurtrier. Des catastrophes qu'il est de moins en moins approprié d'appeler « naturelles » tant leurs conséquences sont de plus en plus influencées par la main de l'homme. À force de vouloir la domestiquer à son profit, l'homme a-t-il oublié que la nature a ses propres règles? Une telle série de désastres relève-t-elle du hasard, d'une mauvaise série? Ou bien d'une vision déformée par la révolution des techniques d'information et de communication qui met en temps réel des images à la disposition de chacun où qu'il soit, et qui donc rend très proche un événement qui se passe à des milliers de kilomètres? Ou bien la Terre aurait-elle décidé de se venger des hommes qui tiennent si peu compte de ses équilibres précaires? Une sorte de « colère divine » qui frappe à l'aveugle, les pays les plus riches comme les plus pauvres, et qui partout révèle la fragilité humaine quand ce n'est son incurie. Le tsunami de l'océan Indien en décembre 2004 a sans doute plus qu'aucune autre catastrophe naturelle marqué les esprits. L'énorme vague qui engloutit tout sur son passage frappe l'inconscient collectif, probablement plus qu'aucune autre forme de catastrophe. Elle symbolise la force de la nature contre laquelle l'homme ne peut lutter. La référence au déluge est d'autant plus facile à faire que, si le bouddhisme l'ignore, elle est présente à la fois dans le judaïsme, le christianisme, l'islam et l'hindouisme!

L'être humain face aux catastrophes

Peu ont aussi bien témoigné du séisme du 12 janvier 2010 que l'écrivain haïtien Dany Laferrière qui était présent ce jour-là à Port-au-Prince. En quelques phrases, il a su rendre le caractère irréel de cette minute au cours de laquelle le destin d'Haïti a changé :

Il y a eu soixante secondes interminables où j'ai eu l'impression que ça allait non seulement jamais finir, mais que le sol pouvait s'ouvrir. C'est énorme. On a le sentiment que la terre devient une feuille de papier. Il n'y a plus de densité, vous ne sentez plus rien, le sol est totalement mou... (Laferrière, 2010.)

Puis parlant des heures qui ont suivi la catastrophe, il poursuit :

Après le temps de silence et d'angoisse, les gens ont commencé à sortir et à s'organiser, à colmater leurs maisons. Car ce qui a sauvé cette ville, c'est l'énergie des plus pauvres. Pour aider, pour aller chercher à manger, tous ces gens ont créé une grande énergie dans toute la ville. Ils ont donné l'impression que la ville était vivante. Sans eux, Port-au-Prince serait restée une ville morte... (Ibid.)

L'énergie des pauvres est une richesse des peuples qui, en dehors des révolutions, est partout sous-estimée... quand elle n'est pas exploitée. N'est-ce pourtant pas l'une des forces grâce auxquelles on peut aujourd'hui réinventer Haïti?

Le vrai caractère de l'être humain se révèle dans les situations extrêmes. C'est lorsqu'il est brutalement placé devant un événement grave et imprévu ou qu'il est confronté à une souffrance intense qui bouleverse ses repères et l'organisation habituelle de sa vie que l'homme apparaît tel qu'il est, dans sa vérité profonde. C'est dans ces moments exceptionnels que certains trouvent en eux-mêmes une lucidité, une énergie, une capacité à influencer le cours des choses que personne, à commencer par eux-mêmes, ne pouvait auparavant soupçonner. C'est également dans ces situations très particulières que d'autres, au contraire, qui jusqu'alors étaient perçus comme de fortes personnalités, restent comme pétrifiés et se montrent incapables de faire face de manière appropriée à un événement dramatique.

Les tragédies individuelles changent l'homme, mais les tragédies collectives changent-elles les sociétés? En d'autres termes, les comportements archaïques de l'être humain, pour le meilleur ou pour le pire, sont-ils généralisables à des collectivités lorsque celles-ci sont brutalement confrontées à un événement qui bouleverse leurs règles traditionnelles de vie? Peut-on ainsi partir du postulat que, tel un individu, une société peut rebondir et se montrer plus forte au lendemain d'un drame national, fût-il particulièrement destructeur comme peut l'être une guerre ou une catastrophe naturelle?

L'expérience nous montre que d'un traumatisme collectif peut émerger une nouvelle génération de responsables qui vont alors changer les règles du « comment vivre ensemble » et ouvrir de nouveaux espaces dans lesquels vont s'engouffrer de nouvelles énergies. Mais la réponse peut être plus nuancée si l'on considère que la dynamique des sociétés est également soumise à des lois qui dépassent la volonté et les choix individuels de ses membres. On peut vouloir le changement mais se heurter à un moment donné à des pesanteurs impossibles à faire évoluer. L'histoire des peuples, leur religion, leur culture, l'environnement physique et géopolitique sont parfois à l'origine de comportements collectifs qui paralysent pendant un temps toute évolution. Et le XX^e siècle a démontré que le « moi individuel » doit parfois s'effacer derrière un « moi collectif » suffisamment puissant pour annihiler toute expression individuelle, en particulier si celle-ci cherche à offrir d'autres perspectives. Lorsque le « moi collectif » se considère comme incapable de trouver en lui-même les ressources pour se reconstruire, il sombre alors dans un état anémique qui anéantit pendant un temps toute possibilité d'évolution.

Un révélateur des failles de la société

En décrivant l'impact d'un traumatisme sur l'homme, Sigmund Freud, fondateur de la psychanalyse a écrit : « Si nous jetons un cristal par terre, il se brise, mais pas n'importe comment. Il se casse suivant ses directions de clivage dont la délimitation, bien qu'invisible, était cependant déterminée à l'avance par la structure du cristal. » (Freud, 2002 : 82-83.) On voit combien cette métaphore peut également s'appliquer aux sociétés humaines.

Il est incontestable que chacune des catastrophes naturelles de ces dernières années – auxquelles il est difficile, s'agissant d'Haïti, de ne pas ajouter les épidémies et en particulier la pandémie de VIH/SIDA et l'épidémie de choléra – a agi comme révélateur des failles sociales et politiques des sociétés qui en ont été les victimes. Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau. L'éruption du Vésuve en 79 après J.-C. entraînant la destruction des villes de Pompéi et d'Herculanum, la grande peste noire de 1348 au cours de laquelle le tiers de la population européenne a disparu ou encore le séisme du Shaanxi en Chine en 1556⁵, considéré comme le plus meurtrier de l'histoire, ont révélé la fragilité d'empires qui pourtant dominaient à l'époque une partie du monde.

On a pratiquement oublié le tremblement de terre qui est survenu en décembre 1988 dans le nord de l'Arménie et qui a été responsable de la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Cela ne fait pourtant qu'un peu plus de vingt ans. À l'époque, l'Arménie était un État membre de l'URSS et donc un pays complètement fermé aux étrangers. Depuis 1986, le pouvoir soviétique s'était engagé dans un grand mouvement de réforme – la *perestroïka* – marqué par un certain degré d'ouverture politique – la *glasnost* – destiné à offrir une alternative à l'immense état de pauvreté dans lequel vivait la grande majorité de la population. Le séisme fut un terrible révélateur de la dégradation de l'URSS alors encore considérée comme l'une des deux superpuissances de la planète. Incapables de faire face avec leurs propres moyens à une situation imprévue, le pouvoir soviétique et Mikhaïl Gorbatchev donnèrent leur accord pour que l'aide humanitaire étrangère vienne porter secours aux victimes. C'était la première fois depuis soixante-dix ans que l'URSS s'ouvrait ainsi aux étrangers. Des dizaines d'avions occidentaux amenant sauveteurs et aide humanitaire ont alors atterri à Erevan, la capitale de l'Arménie, brisant ainsi le tabou de l'isolement de la population soviétique et créant un pont entre les pays communistes et l'Occident. On peut, avec plus de vingt ans de recul, affirmer que ce tremblement de terre a

5. En 1556, la province de Shaanxi, au centre de la Chine, est secouée par un terrible tremblement de terre. Entre 800 000 et un million de victimes auraient été dénombrées.

accélééré le processus politique en cours. Il a, d'une certaine manière, contribué à l'effondrement du régime communiste.

On se souvient mieux du cyclone Katrina qui a provoqué de très importantes inondations dans la ville de La Nouvelle-Orléans et de l'incapacité de l'administration Bush à en gérer les conséquences. Bien que catastrophe naturelle d'importance moyenne, Katrina a agi comme révélateur de la fragmentation de la société américaine et de ses profondes inégalités sociales et raciales⁶. Incapable de prévenir une crise humanitaire dans l'une de ses plus grandes agglomérations puis d'y faire face, le gouvernement américain fut obligé d'appeler à l'aide les organisations humanitaires étrangères démontrant ainsi sa vulnérabilité aux catastrophes naturelles et ses immenses lacunes dans la protection de sa propre population. Six années plus tard, la ville est toujours en reconstruction et une partie de la population n'a pas encore retrouvé de logement.

Ces exemples qui concernent les deux principaux empires du XX^e siècle montrent bien la fragilité réelle des sociétés, fussent-elles les plus puissantes de la planète, face à des désastres de ce type. Une leçon pour se souvenir que dans de telles situations, le nombre de victimes est inversement proportionnel au niveau de prévention et de préparation des populations à faire face à de tels événements. Partout dans le monde, comme à Port-au-Prince, les victimes des catastrophes naturelles sont d'abord les victimes de l'impréparation de leurs États.

Les tragédies rendent-elles les hommes raisonnables ?

Haïti est-il capable de se reconstruire après le séisme du 12 janvier ? Pour beaucoup d'observateurs, la tâche paraît insurmontable tant le nombre de problèmes à résoudre est important. Au point qu'au-delà des déclarations de principe, la plupart n'envisagent aujourd'hui que les questions de reconstruction des infrastructures essentielles, oubliant qu'après un tel traumatisme la demande sociale et politique a changé. Les prévisions catastrophiques (pillages, violences, émeutes, situation politique ingérable, etc.) qui ont été largement évoquées à la suite du séisme ne se sont pas réalisées, sinon marginalement. Beaucoup s'accordent à reconnaître une certaine maturité de la population et, même si la nouvelle équipe au pouvoir éprouve des difficultés à s'installer à la tête du pays, les débats politiques n'entraînent pas de remise en cause fondamentale de la gestion du pays. Le séisme peut-il être un coup d'arrêt dans la spirale autodestructrice dans laquelle le pays s'était engagé ces dernières décennies ? Cette question a d'autant plus de pertinence que l'expérience d'autres pays ayant été confrontés à des catastrophes naturelles montre que la période de l'après-désastre est souvent l'occasion d'évolutions politiques importantes.

6. Voir à ce propos le débat animé par Denis Lacorne et Romain Huret (Lechat, 2005).

Et que, quand ces évolutions politiques ont lieu, elles provoquent souvent des changements positifs pour les populations concernées. Quelques exemples peuvent être évoqués ici.

De la Seconde Guerre mondiale à l'ONU

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, nombreux ont été les chefs d'État et de gouvernement qui, pour répondre aux aspirations de leurs peuples à la paix, ont dit sous une forme ou une autre : « Plus jamais ça ! » C'est de ce conflit et de ses 60 millions de morts que sont nées la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Organisation des Nations unies et l'ensemble des agences internationales qui aujourd'hui sont les instruments de la gouvernance mondiale. C'est également pour que l'Europe cesse d'être le champ de bataille qu'elle était depuis deux millénaires qu'est née l'idée de l'Union européenne. Lorsqu'une tragédie dépasse ce que l'imagination peut concevoir, l'homme deviendrait-il raisonnable ?

Le tsunami de 2004, facteur de paix ?

Personne ne contestera que l'ampleur de la tragédie du tsunami de l'océan Indien en décembre 2004 a joué un rôle majeur dans la conclusion des négociations qui ont mis fin à une guerre de près de trente ans entre le gouvernement indonésien et le mouvement de libération de la province d'Aceh à Sumatra. Bien sûr, ces négociations étaient déjà largement entamées entre les deux parties. Mais l'importance des destructions liées au raz-de-marée, le nombre des victimes et la nécessité d'une reconstruction rapide des agglomérations de la côte ouest de l'île ont créé les conditions d'une solution de nature politique à un conflit qui menaçait de s'éterniser.

Tremblement de terre et cessez-le-feu

En octobre 2005, un tremblement de terre est survenu au Cachemire, une région revendiquée à la fois par l'Inde et le Pakistan depuis la partition de ces deux États en 1947. Malgré les tensions persistantes, le Pakistan a accepté l'aide humanitaire proposée par le gouvernement indien et le mouvement de résistance pro-pakistanaï dans les territoires contrôlés par l'Inde a appelé à un cessez-le-feu (Pan, 2005). Une première qui, si elle n'a pas conduit à un traité de paix en bonne et due forme, a largement contribué à ce que l'aide humanitaire puisse parvenir dans la région. C'est en s'appuyant sur ces exemples que certains n'hésitent pas à parler aujourd'hui de *disaster diplomacy* (Kelman, 2011).

Nargis et les militaires birmanes

Peut-on étendre ce concept aux effets du cyclone Nargis sur la société birmane et une situation politique bloquée depuis plus d'une vingtaine d'années ? Si Nargis n'a pas changé la situation politique au Myanmar, on peut néanmoins

dire qu'il a été à l'origine d'un grand mouvement de solidarité national qui a profondément modifié les rapports de force sociaux à l'intérieur du pays (Brac de la Perrière, 2010). Spontanément se sont créées d'innombrables associations d'entraide qui ont permis de pallier les carences du gouvernement militaire et de l'État. L'entrée de nombreuses organisations humanitaires internationales jusqu'alors en nombre très limité, l'allègement des difficultés à circuler, la libération de l'opposante Aung San Suu Kyi et une timide réouverture du jeu politique sont autant de symptômes que beaucoup n'hésitent pas à mettre au crédit des changements indirectement provoqués par le cyclone.

Le Sri Lanka et les limites du changement

Si ces exemples permettent d'envisager l'avenir haïtien avec un certain optimisme, d'autres cependant montrent que les choses ne se déroulent pas toujours de manière aussi favorable. C'est en particulier le cas du Sri Lanka, également frappé par le tsunami de 2004 alors que se poursuivait depuis plus de vingt ans une guerre civile entre la majorité cinghalaise de la population et la minorité tamoule. Malgré les conséquences du raz-de-marée qui a fait plus de 30 000 victimes et 250 000 déplacés en majorité dans les régions où se déroulait le conflit, il n'a pas été possible d'arrêter la guerre au-delà des quelques mois qui ont suivi la catastrophe. « La survenue d'une catastrophe naturelle ne va pas résoudre des conflits de nature politique. Elles peuvent par contre influencer, voire renforcer, un processus politique en cours. » (Stokke, 2010.)

Fukushima et la remise en cause du nucléaire

Finalement c'est la récente catastrophe survenue au Japon qui donnera une véritable réponse à la question de l'influence des désastres sur les processus culturels, socio-économiques et politiques. Le 11 mars 2011, un tremblement de terre de magnitude 9,0 sur l'échelle de Richter est survenu dans l'océan Pacifique à 130 kilomètres au large de la ville de Sendai et à 300 kilomètres au nord-est de Tokyo. Ce séisme, le plus violent qu'ait connu le Japon depuis un siècle, a été à l'origine d'un tsunami dont les vagues de plus de 10 mètres ont détruit totalement ou partiellement plus de 600 kilomètres de côtes. Cette catastrophe a été à l'origine de l'accident nucléaire de Fukushima qui a entraîné l'évacuation de plusieurs centaines de milliers de personnes, un accident dont les conséquences à moyen et long terme ne peuvent encore être mesurées. Cette catastrophe a fait officiellement plus de 25 000 victimes⁷. Mais elle a surtout, trente-cinq ans après celle de Tchernobyl en Ukraine, soulevé la question de la sécurité nucléaire, une question qui concerne l'ensemble de la planète car qui

7. Selon la police japonaise, le tremblement de terre et le tsunami du 11 mars 2011 ont entraîné la mort de 15 698 personnes, en ont blessé 5 517 tandis que 4 666 autres sont portées disparues.

mieux que le Japon était sensibilisé à cette question? Qu'une telle catastrophe puisse survenir dans le pays d'Hiroshima, un pays connu pour sa rigueur et le niveau de sa technologie, devrait faire réfléchir l'ensemble de l'humanité. Dans une interview au *Monde* quelques jours après le début de la catastrophe nucléaire de Fukushima, l'écrivain japonais, prix Nobel de littérature en 1994, Kenzaburô Ôé déclarait : « L'enseignement que l'on pourra tirer du désastre actuel dépendra de la ferme résolution de ceux auxquels il est accordé de vivre de ne pas répéter les mêmes errements. » (Ôé, 2011.)

Le séisme du 12 janvier : l'ouverture d'une nouvelle page d'histoire?

Haïti incapable de sortir de la série de tragédies dans laquelle il s'enfonçait depuis des décennies et dont l'avenir ne se lisait plus qu'à l'aune de l'assistance internationale ou Haïti pour qui le tremblement de terre du 12 janvier représente un événement si important de son histoire que plus rien ne peut être comme avant? Bien que luttant pour sa survie, le pays n'arrivait plus à faire face à ses responsabilités, se vidait peu à peu de son sang, perdait de sa vitalité, s'affaiblissait à un tel point que beaucoup ne voyaient leur avenir personnel qu'ailleurs. Comme un électrochoc, le séisme est venu rappeler qu'Haïti était toujours en vie et que son avenir ne dépendait que de lui-même. Que le pays avait un futur et que celui-ci ne reposait que sur le regard que la société haïtienne portait sur elle-même. C'est le pari que veut relever cet ouvrage.

Montrer une société haïtienne pour qui le séisme est l'occasion d'un rebond, d'un nouveau départ, d'une redistribution des cartes pour qu'enfin le pays emprunte le chemin d'un développement qui permette à la plupart des Haïtiens de bénéficier des conditions minimales pour vivre dans la dignité à laquelle a droit chaque être humain, fût-il pauvre. La reconstruction et le développement d'Haïti au lendemain du séisme dépendent au moins de trois facteurs : le fait que les Haïtiens croient en eux-mêmes et en leur capacité de prendre en main le destin de leur pays; l'évolution de la diaspora face à l'idée du retour au pays ou au moins d'une large participation à la reconstruction; et le comportement de la communauté internationale trop souvent engluée dans une vision stéréotypée de l'aide et donc capable du meilleur comme du pire. Trois groupes d'acteurs ayant chacun leur vision de la reconstruction d'Haïti, mais qui ne parlent pas toujours le même langage et sont parfois dans l'incompréhension les uns des autres. Ce sont ces trois groupes d'acteurs qui ont été réunis ici parce qu'animés d'une croyance commune : Haïti a un avenir et le séisme est une opportunité majeure à saisir pour le réinventer.

L'idée de ce livre est née lors de la préparation du colloque « Haïti : des lendemains qui tremblent » qui s'est tenu à l'Université de Genève du 12

au 14 janvier 2011 et a été l'une des manifestations internationales les plus importantes organisées pour commémorer le premier anniversaire du tremblement de terre. Plus de deux cents personnes se sont réunies pendant trois jours consacrés à la réflexion sur l'avenir d'Haïti : universitaires et responsables d'institutions locales ou internationales venus d'Haïti, nombreux représentants de la diaspora haïtienne en Suisse, universitaires haïtiens venant de France, du Canada et du Mexique, responsables d'organisations de solidarité avec Haïti travaillant dans l'humanitaire ou le développement, chercheurs suisses, français et canadiens ayant depuis longtemps Haïti comme objet de recherche, tous avaient souhaité se réunir pour partager leur désir de reconstruire Haïti. Il est tout simplement impossible de rapporter et de transmettre l'émotion qui régnait parmi les participants à ces trois journées. Les mots manquent pour dire avec exactitude ce que chacun a ressenti dans son intimité. Une émotion à la mesure de cette immense tragédie. Un hommage à tous ceux qui y ont perdu la vie. Un soutien personnel pour tous ceux qui portaient le deuil d'un ou de plusieurs proches.

Un colloque académique très particulier donc puisque, si chaque question y était abordée avec compétence et sérieux, elle l'était également avec un furieux désir de changer l'ordre des choses, de ne plus jamais être confronté à un tel drame. À défaut de pouvoir transmettre cette émotion, il fallait au moins rapporter ce qui a été dit pour l'offrir à un plus large public afin de lui permettre de participer au débat sur la reconstruction d'Haïti. Et plutôt que de simplement enregistrer les débats – sous forme d'actes de ce colloque –, il est apparu que seul un ouvrage collectif, pensé comme un ensemble cohérent de points de vue différents, pouvait contribuer à porter sur la place publique la volonté des auteurs de « réinventer l'avenir ».

Comme le colloque qui lui a donné naissance, cet ouvrage doit être regardé comme un *trialogue*⁸ entre les Haïtiens vivant en Haïti, les Haïtiens de la diaspora où qu'ils soient dans le monde et ceux, en particulier les chercheurs et les membres d'organisations de coopération internationale, qui travaillent pour que, malgré les immenses difficultés auxquelles le pays doit faire face, Haïti puisse un jour offrir à sa population des conditions de vie décentes. Réunir une telle variété de points de vue autour de thèmes essentiels et souvent controversés, et leur donner un sens, était une gageure. Montrer que quel que soit le lieu d'où l'on parle, les auteurs, et donc au-delà tous ceux qui souhaitent travailler à l'avenir du pays, peuvent élaborer une communauté de pensée autour de priorités pour la reconstruction. Leur refus d'accepter une situation devenue inacceptable et leur

8. Bien que ne faisant pas l'objet d'une définition dans les dictionnaires usuels de la langue française (Larousse, Littré, Robert), ce terme est fréquemment utilisé dans le domaine social et psychologique pour exprimer l'idée d'un dialogue à trois personnes. Le terme est en revanche couramment utilisé dans la langue anglaise : « a scene, discourse, or colloquy in which three persons share » (*Merriam-Webster online dictionary*, disponible en ligne : <http://www.merriam-webster.com/>).

volonté de réinventer l'avenir reflète un sentiment largement répandu au sein de la population haïtienne. En publiant cet ouvrage, ils ont l'ambition de générer de nouvelles énergies afin de nourrir, avec d'autres, une espérance commune.

Une société traumatisée mais vivante

Cet ouvrage montre qu'il n'y a pas de fatalité historique, que malgré une succession incroyable de catastrophes politiques, sociales ou naturelles, la société haïtienne est vivante et capable de rebondir après la tragédie du 12 janvier. Il s'adresse donc d'abord aux pessimistes, à tous ceux qui pensent, consciemment ou inconsciemment, qu'Haïti n'a pas de futur et qui, en particulier au travers des médias, ne savent montrer autre chose que les drames et la misère. Il s'adresse ainsi à l'opinion publique, haïtienne et internationale, avec l'ambition de changer le regard qu'elle porte sur Haïti, de lui insuffler une force nouvelle et l'envie de changer les choses.

Il s'adresse ensuite aux décideurs haïtiens, ceux en particulier qui, pris dans la gestion du pouvoir, oublient parfois que le mandat de tout homme ou femme politique est d'abord de travailler pour le bien commun. Il veut leur rappeler qu'il existe une société civile haïtienne, trop souvent ignorée, qui est riche d'idées et donc d'espoir. Et que l'intérêt de tous est que s'instaure un dialogue sans lequel il n'y a pas d'issue raisonnable à la crise structurelle profonde que traverse le pays. Plusieurs des auteurs ont eu, ou ont encore, des responsabilités dans la gestion publique. Leur voix mérite d'être entendue sans qu'elle soit immédiatement perçue comme une opinion partisane.

Il s'adresse également à la diaspora haïtienne, essentiellement dispersée dans quatre pays – le Canada, les États-Unis d'Amérique, la République dominicaine et la France – et qui représente, selon les estimations, de 20 à 30 % de l'ensemble de la population haïtienne. Surtout cette diaspora regroupe une proportion très importante de personnes qualifiées qui manquent à leur pays au point qu'il est parfois nécessaire de remplacer les cadres nationaux émigrés par des étrangers. La désertification médicale et son remplacement par la coopération cubaine et les ONG en sont l'un des exemples les plus démonstratifs. Il ne peut y avoir de reconstruction efficace sans une participation effective de la diaspora, non seulement sous forme de contribution financière, mais plus encore par un mouvement de retour au pays et un investissement fort en ressources humaines.

Il s'adresse enfin à la communauté internationale qui, bien qu'envahissante – impérialiste parfois –, joue un rôle déterminant dans la gestion du pays, au-delà de tout ce qui peut être fait ailleurs. Aucun autre pays ne reçoit aujourd'hui autant d'aide humanitaire qu'Haïti. Le budget de certaines organisations humanitaires a été multiplié par deux ou par trois depuis le séisme et tout l'argent recueilli est loin d'avoir encore été dépensé. Le problème est

que ces organisations sont devenues l'un des centres majeurs du pouvoir. Non seulement rien ne peut se faire sans elles, mais elles transgressent largement leur mandat en s'autorisant à dire « ce qui est bon pour Haïti » et donc à influencer, grâce à leur poids financier et politique, des décisions qui ne devraient relever que du consensus national. Parmi d'autres maladies, Haïti souffre de ne pouvoir dialoguer d'égal à égal avec ces organisations internationales omniprésentes. Enfin, Haïti est aujourd'hui l'un des révélateurs de la crise que traverse un monde humanitaire qui semble souvent avoir perdu sa boussole et dont les comportements sur le terrain sont parfois éloignés des principes fondamentaux à l'origine de leur engagement.

Cet ouvrage ne cache ni son sentiment de rage, ni sa lucidité, ni son envie de voir l'avenir sous un jour meilleur. Il est sans doute le premier ouvrage qui réunit ainsi des auteurs provenant d'horizons aussi différents et qui tous sont animés du désir de voir le pays se réinventer. Il souhaite contribuer à une prise de conscience et a l'ambition de donner aux survivants le courage de ne plus accepter l'inacceptable et l'énergie pour que plus jamais Haïti n'ait à connaître les tragédies dans lesquelles le pays s'était lentement enfoncé.

Cinq regards pour mieux comprendre les enjeux

Comme beaucoup de catastrophes naturelles, le tremblement de terre du 12 janvier avait été annoncé et ses conséquences potentielles évaluées. On doit à Claude Prépetit d'avoir informé le public, et donc les décideurs, de la possibilité d'un séisme et de l'importance de ses effets potentiels en termes de destructions et de victimes⁹. La surdité de ceux qui avaient en charge la gestion du pays n'est pas propre à Haïti. Elle est malheureusement trop souvent la règle, et les cyclones Katrina à La Nouvelle-Orléans et Nargis au Myanmar en sont les dramatiques illustrations. Dans les deux cas, bien qu'informées plusieurs jours à l'avance, les autorités n'ont pas évalué correctement l'importance de ces deux ouragans et ont laissé les populations totalement démunies face à leurs conséquences. Le chapitre premier « Chronique d'une catastrophe annoncée » montre combien la population haïtienne était peu préparée aux conséquences potentielles d'un séisme alors qu'elle venait de subir plusieurs désastres hydro-climatiques et que

9. Dans une interview au quotidien *Le Nouvelliste* moins de quatre semaines avant le séisme du 12 janvier 2010, cet éminent spécialiste haïtien de la géologie disait : « [...] C'est justement le cas pour la région métropolitaine de Port-au-Prince qui a connu des séismes dévastateurs de magnitude supérieure à 7 en 1751 et en 1770. Depuis lors, nous sommes entrés dans une période d'apparente quiescence pendant laquelle l'énergie continue de s'accumuler dans le sol, et le jour où les contraintes vont se relâcher avec fracas, les conséquences seront catastrophiques pour la région métropolitaine, compte tenu de sa morphologie, de la densité actuelle de la population, du type d'habitat adopté, de la mauvaise occupation de l'espace et de l'impréparation de la population et des entités d'intervention en cas de désastres. Vivons-nous donc sur une poudre ? Sans être alarmiste, ce n'est pas peu dire. » (Prépetit, 2009.)

sa vulnérabilité aux crises était devenue évidente. Comment ne pas s'interroger sur les responsabilités humaines devant l'importance de cette tragédie ?

Tout le monde a pu constater au lendemain du séisme combien l'image d'Haïti « pays maudit » avait été largement reprise par les médias du monde entier. Or, si ceux-ci, et en particulier la télévision, ont joué un rôle déterminant dans la réaction émotionnelle très importante qui, à l'échelle internationale, a suivi le séisme, on ne peut non plus ignorer combien les images et les commentaires qui les accompagnaient ont donné d'Haïti une vision très négative. Montrer des victimes et des blessés plutôt qu'une population qui dès les premiers jours s'organise pour survivre, souligner quelques vols ça et là et donner l'impression que Port-au-Prince était livrée à un pillage généralisé, parler d'émeutes alors que l'insécurité n'a pas été plus importante que dans d'autres lieux, insister sur le rôle des organisations humanitaires internationales alors que ce sont d'abord les voisins et les services de santé locaux qui ont pris en charge les blessés : la responsabilité des médias internationaux est considérable dans l'image désastreuse que l'opinion mondiale a aujourd'hui d'Haïti. Questionner la manière dont les médias rapportent un événement aussi dramatique n'est pas simplement une question d'éthique professionnelle ou de vérité de ce qui est montré. Les médias ne sont en fait que le reflet de ce que l'opinion internationale attend lorsqu'elle allume son poste de télévision. Le deuxième chapitre « Les médias en question » cherche à montrer que les médias ne sont pas seulement des outils de transmission de l'information. Ils jouent un rôle actif dans la manière dont se constitue une opinion à partir de présupposés dont les racines plongent dans l'histoire, la culture, l'économie ou encore la géostratégie. Ils sont donc des instruments hautement politiques qui ne peuvent être ignorés lorsque l'on réfléchit à la reconstruction du pays.

Au lendemain du 12 janvier, Haïti et plus particulièrement Port-au-Prince ont été une scène de théâtre sur laquelle s'est jouée une tragédie qui a révélé, s'il en était encore besoin, les failles béantes de la société, ses forces et ses faiblesses. Chacun a, de son côté, joué son rôle en toute indépendance sans que personne ne tente de donner du sens à ce qui n'en avait plus. Une population désemparée confrontée à la fois au deuil des plus proches et au besoin immédiat de s'organiser pour survivre, quittant quand elle le pouvait la capitale pour retourner dans sa région d'origine. Un État incapable de prendre la mesure de la tragédie et d'y faire face. Une société civile (élus, religieux, associations, etc.) tentant souvent dans l'improvisation d'accueillir le moins mal possible ceux qui avaient perdu l'essentiel. Enfin, des organisations étrangères, partie visible d'une véritable invasion militaro-humanitaire, qui se sont mises à travailler sans chercher au-delà des mots à inscrire leur action dans une cohérence nationale. Que penser de cette cacophonie ? Quelles leçons tirer de ces premiers mois difficiles pour lucidement poser la question de la reconstruction, des objectifs qu'elle s'assigne et des moyens pour la réussir ? Le troisième chapitre « La scène haïtienne au lendemain

du séisme » interroge l'engagement de certains de ces acteurs et tente d'évaluer le rôle qu'ils pourraient/devraient jouer dans le processus de reconstruction.

Car comment reconstruire ? Tout le monde comprend, même si dans les faits les choses ne semblent pas aussi évidentes, que la question posée dépasse la simple reconstruction des infrastructures et des logements. Bien qu'il soit difficile de l'exprimer sous cette forme, l'on peut considérer que le séisme est une opportunité, une aubaine, une chance pour une profonde redistribution des cartes. Nombreux sont les intellectuels haïtiens qui n'hésitent plus à parler de « refondation » de la société. La reconstruction physique des immeubles et des maisons écroulés ne serait alors que l'un des éléments – le plus immédiatement visible – d'un processus beaucoup plus vaste qui conduirait Haïti sur le chemin de la modernité. Les quatrième et cinquième chapitres de cet ouvrage ouvrent le débat de la refondation de la société haïtienne en offrant des « Éléments pour une reconstruction/refondation » et des « Réflexions pour aujourd'hui et demain ».

Les auteurs réunis ici font partie d'un mouvement beaucoup plus large qui, de la société civile haïtienne aux organisations de solidarité internationale en passant par la diaspora, considère que le séisme marque le début d'une nouvelle époque historique. Qu'il faut créer les conditions d'un grand débat national pour qu'émergent des idées nouvelles portées par une nouvelle génération de femmes et d'hommes. Que ces idées soient soutenues par un État rénové et ouvert ainsi que par une aide internationale généreuse et respectueuse de ceux qui, par leur dynamisme, représentent l'avenir du pays. C'est à ce prix qu'après tant d'années perdues, Haïti pourra enfin surmonter les obstacles majeurs qui sont sur sa route. Les victimes du séisme du 12 janvier ne seront alors pas mortes pour rien...

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BRAC DE LA PERRIÈRE, Bénédicte, 2010, « Le scrutin de Nargis », *Terrain, revue d'ethnologie de l'Europe*, « Catastrophes », n° 54, mars : 66-79.
- FREUD, Sigmund, 2002, « La découverte de la personnalité psychique », in *Nouvelles conférences d'introduction à la psychanalyse*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2002.
- KELMAN, Ilan, 2011, *Disaster Diplomacy: How Disasters Affect Peace and Conflict*, Londres, Routledge.
- LAFERRIÈRE, Dany, 2010, « Haïti : le témoignage bouleversant de l'écrivain Dany Laferrière », interview, *Le Monde*, 17 janvier.
- 2011, *Tout bouge autour de moi*, Paris, Grasset.
- LECHAT, Caroline, 2005, « Le cyclone Katrina : révélateur de la fragmentation de la société américaine », débat animé par Denis Lacorne et Romain Huret, Association

des cafés géographiques, 6 octobre, document en ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php?id_article=842

NATIONAL POLICE AGENCY OF JAPAN, 2011, « Damage Situation and Police Counter-measures associated with 2011 Tohoku District - off the Pacific Ocean Earthquake », *report*, 15 août.

ÔÉ, Kenzaburô, 2011, « Nous sommes sous le regard des victimes », interview, *Le Monde*, cahier « Japon une puissance fragile », 17 mars.

PAN, Esther, 2005, « India-Pakistan: Peace after the Earthquake? », The Council on Foreign Relations, 1^{er} novembre, document en ligne : <http://www.cfr.org/india/india-pakistan-peace-after-earthquake/p9006>

PRÉPETIT, Claude, 2009, « Vivons-nous sur une poudrière? », interview, *Le Nouvelliste*, 17 décembre.

SEEKINS, Donald M., 2008, « The Social, Political and Humanitarian Impact of Burma's Cyclone Nargis », *Japan Focus*, 26 mai, document en ligne : http://www.japanfocus.org/~donald_m_seekins/2763

STOKKE, Kristian, 2010, « Natural Disaster Do Not Create Peace », The Research Council of Norway.

USGS, 2011, « Largest and Deadliest Earthquakes by Year, 1990-2011 », United States Geological Survey, document en ligne : <http://earthquake.usgs.gov/earthquakes/eqarchives/year/byyear.php>.